**Pour** **la paix religieuse**.

Le **Congrès des instituteurs** de Nantes et les déclarations qui ont été faites sur le rôle de l'église en France, n'ont pas eu l'heur de plaire à tout le monde. Nos confrères Louis Madelin, dans l'*Epoque* et (ce qui est plus surprenant, André Stibio, dans l'*Ordre*), ont critiqué assez injustement les paroles prononcées, sur ce sujet, et Emile Buré. lui-même, tout en voulant mettre au point, s'est montré injuste. Un des orateurs, écrit-il dans l'*Ordre*, n'a-t-il pas, dans son déplorable psittacisme, dénoncé la main « de l'Eglise dans les affaires d'Espagne, d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne ». Il est très possible, qu'à Nantes, un orateur ait exagéré ou se soit trompé. La parole est libre dans un congrès et il est très naturel qu'un délégué ne soit pas très éclairé sur la diplomatie du Pape.

Je crois qu'Emile Buré, lui-même, se trompe (dans son passionné et louable désir de servir systématiquement la politique française contre les dictatures), quand il prétend que le Saint-Père a sauvé seul l'honneur de l'Europe en face du despotisme totalitaire. C'est nier l'évidence et ignorer les lettres de sympathie que le Pape ne cesse d'envoyer à Franco. D'ailleurs, Emile Buré reconnaissait lui-même, dans un récent article, les étranges « transactions » du Vatican, qui ménage toujours les puissants du jour.

Le Vatican, écrivait Emile Buré, « *a dû abandonner de bon gré la jeunesse à l'enseignement des officiers de balillas , qui ne doit pas pécher par excès de charité chrétienne ; il a dû, dénonçant comme criminelle la guerre, bénir les drapeaux de ceux qui parlaient pour la conquête de l'Abyssinie, il a dû enfin reconnaître Franco, rebelle à la loi de son pays, et de quelle sanglante, de quelle atroce façon ! Tant de concessions dans le temporel ne pouvaient que nuire au spirituel, lui être fatales à la longue* ». C’est n’est-il pas vrai, une singulière façon de « sauver l’honneur » ? Ah, la politique vaticane est balancée, le verbe est onctueux, c’est le pasteur qui donne au troupeau de grands conseils de concorde grands conseils de « concorde », de « justice », « de paix », etc... : autant en emporte le vent !

Le Pape signe tout ce qu'il faut signer pour être bien avec tout le monde, y compris Mussolini, mais il ne fait, en définitive, que ce qu'il veut : il a signé les accords de Latran mais, par des méthodes obliques, il reprend tout ce qu'il a accordé. Mais à propos du problème extérieur agité à Nantes, nos confrères de droite cherchent aux **instituteurs** une mauvaise querelle. Ils leur reprochent de vouloir « troubler la paix religieuse », et de manquer totalement de « sens critique ».

Si l'on en croit nos confrères, l'Eglise n'est plus composée en France que de tranquilles moutons, ralliés à la République, à la loi de séparation, à la loi sur les congrégations, et ce sont les **instituteurs** qui sont devenus des sectaires. Nous pouvons vraiment dire que ce sont nos confrères qui manquent totalement d'esprit critique ou d'équité. D'abord, quand ils calomnient le congrès de Nantes où il n'y a eu aucun excès de langage ni aucune excitation contre la paix religieuse. Ensuite, quand ils se laissent prendre à la tolérance du clergé notre collègue et ami Gounin a déjà répondu comme il convient dans *l'Homme Libre*. Il écrit à l'*Ordre* : « *On voudrait vous voir i****nstituteur*** *dans la Terre des Prêtres ou dans beaucoup de nos campagnes, Monsieur Stibio, avec tant de désinvolture. Ah, Monsieur Stibio, le péril clérical vous paraît hors de propos* ? ».

Venez un peu dans nos régions, vous verrez que l'église a mis directement ou par personnes interposées la main sur toutes les organisations professionnelles (agricoles, maritimes, artisanales).

Venez voir, comment, en période électorale, ils usent de ces organisations professionnelles.

Vous parlez, Emile Buré, de notre beau pays de France, champion de la liberté.Venez donc voir chez nous comment les curés politiciens du « *Nouvelliste* » ou des organisations pseudo-professionnelles la comprennent la « *liberté* ».

Venez voir comment on affâme les pêcheurs qui osent s'embarquer sur des bateaux qui portent des noms « républicains ».

Venez voir comment ils comprennent ce que vous appelez les « harmonies bienfaisantes ».

Et vous voudriez que les **instituteurs**, dont la mission est de recruter des élèves à **l'école laïque** et qui, chaque jour, sont les témoins de cette lutte contre l'école laïque, de ce boycottage des républicains, se laissent « dindonner » (comme dit Buré) par les militants hypocrites de l'église ?

Nous entendons parce que républicains, respecter toutes les libertés, liberté du culte, de conscience, d'enseignement, de réunion, et tous nos actes d'administrateurs le prouvent. Personne plus que nous ne respecte la paix religieuse et nous entendons dénoncer le sectarisme pastoral là où il se trouve et quelles que soient les circonstances intérieures ou extérieures, précisément parce que nous voulons que la France reste ce beau pays de liberté.

Ah, je le sais ! Si le mot cléricalisme est toujours et plus que jamais à la mode, le mot « anticléricalisme » est bien démodé. On nous sort — même dans l'*Ordre* — le spectre de M. Homais, comme on sort à d'autres moments le spectre rouge. Oui, M. Homais existe comme Dom Basile. Mais il existe aussi une doctrine républicaine qui n'a rien perdu de sa valeur et qui ne disparaîtra qu'avec la République. M. Homais n'est qu'un personnage de roman. Waldeck-Rousseau, lui, a été un grand homme d'Etat et un républicain honnête et clairvoyant et c'est lui qui a formulé ce principe qui, plus que jamais, s'impose aux hommes de gouvernement : *« L'anticléricalisme est une manière d'être constante, persévérante et nécessaire aux Etats : il doit s'exprimer par une succession indéfinie d'actes et ne constitue pas plus un programme de gouvernement que le fait, d'être vertueux, honnête ou intelligent* ».

Et le clérical — nous sommes d'accord avec Emile Buré — sur la définition, c'est l'homme pour qui la religion est un moyen politique.

Hommes loyaux, osez donc compter au tour de vous, ceux à qui on peut appliquer cette définition.

Michel GEISTDOERFER (*Dinan-républicain*)

In *Le Citoyen* du 9 septembre 1938, n°36, 31è année*.*